

L'Etat burundais en quête d'une stratégie de communication

PANA, 27/01/2009 Bujumbura, Burundi - L'Etat burundais a reconnu publiquement, mardi, des lacunes dans la diffusion de l'information à travers des canaux officiels par manque de ressources humaines qualifiées et de stratégie de communication fiable. Le nouveau régime du président Pierre Nkurunziza a, certes, innové et enchanté la presse en mettant à sa disposition des porte-parole ministériels chargés de "tout dire" des réalisations officielles au quotidien, mais force est de constater que la rétention de l'information officielle reste de mise.

Un atelier de formation en techniques de communication publique a été ouvert, mardi, à Bujumbura, à l'intention des fameux porte-parole ministériels par le premier vice-président de la République en charge des questions politiques, administratives et sécuritaires, Yves Sahinguvu, qui a été le premier à reconnaître que les porte-parole ministériels "étaient souvent de jeunes recrues sans expérience et incapables d'informer correctement sur l'institution publique qui les emploie". Par ailleurs, il n'existe pas encore de stratégie gouvernementale définissant correctement une vision globale du rôle de la communication, a-t-il encore reconnu, expliquant qu'une campagne d'explication et de sensibilisation sera menée afin que cette stratégie voit le jour et soit intériorisée par ceux qui sont supposés servir d'intermédiaires et de courroie de transmission entre les pouvoirs publics et l'opinion. La ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Mme Hafsa Mossi, est allée encore plus loin dans le mea culpa. "D'habitude, on a tendance à reprocher aux journalistes de diffuser de fausses nouvelles alors qu'en réalité ce sont les autorités qui ne comprennent pas le rôle exact d'une bonne communication", a dit l'ancienne journaliste à la radio nationale et à la British Broadcasting Corporation (BBC). "Nous savons pourtant que le gouvernement a l'obligation de rendre compte de ce qu'il fait à la population, a-t-elle souligné en substance, avant de souligner que le journaliste ne pourra que spéculer et chercher par tous les moyens l'information, y compris par la déformation, "aussi longtemps que les autorités la retiendront libéralement ou par ignorance". Nombreux sont les journalistes qui ont salué en sourdine et souhaitent que cette compréhension de la difficulté d'accéder direct aux nouvelles officielles soit suivie par la dépolitisation des délits de presse parfois mineurs, mais qui leur valent souvent la prison, comme dans le cas actuel du directeur de l'agence de presse en ligne, Net press, Jean-Claude Kavumbagu, sous les verrous depuis bientôt quatre mois pour avoir simplement exagéré les frais de mission du chef de l'Etat burundais en République populaire de Chine lors des derniers Jeux olympiques de Pékin.